



TOUTE LA FONCTION PUBLIQUE MOBILISÉE !

Les élections législatives de juin et juillet dernier auraient dû amener à un changement de politique, c'est en tout cas le sens du vote des électeurs. Pourtant, à l'évidence, les fondamentaux de la politique mise en œuvre par Emmanuel Macron et ses gouvernements successifs sont confirmés :

- Plus d'austérité budgétaire dans les projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale 2025 ;
- Toujours plus d'austérité salariale, avec le gel annoncé du point d'indice ;
- Moins de politiques publiques et moins de services publics ;
- Et une dégradation organisée des conditions de vie et de travail des agents,

La grande cause du gouvernement Barnier/Macron tient donc en un mot, **austérité**.

Face à cette entreprise gouvernementale de liquidation de la Fonction publique et de ses agents, la CGT dit que d'autres choix sont possibles et nécessaires, notamment :

Une autre construction de lois de finances et de financement de la sécurité sociale ;

La reconquête et le développement de services publics et de la Fonction publique en territoires ;

L'abandon de tout projet visant à saper les fondements du statut général des fonctionnaires ;

Le 7 novembre, répondant à la demande de l'ensemble des organisations syndicales représentatives de la Fonction publique, Kasbarian, ministre de la Fonction publique, de la Simplification et de la Transformation de l'action publique a été contraint d'accorder audience.

Lors de celle-ci, le ministre a acté l'abandon de la suppression des catégories C, B et A de la fonction publique (projet de loi dit « Guerini »). Une bien mince avancée puisque concernant la plupart de nos autres propositions et revendications, force est de constater que le représentant du gouvernement Barnier n'a pas répondu. Cette absence de réponse sonne donc comme une véritable déclaration de guerre à l'encontre des agents de la Fonction Publique.

Pour ces raisons, les organisations CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP ont acté la nécessité de porter autrement nos revendications, d'engager le rapport de force et d'appeler à une journée d'action, de rassemblements, de manifestations et de grève, pour défendre les services publics, sur l'ensemble du territoire le 5 décembre 2024.

Pour les agents du MTEL, la sanction est lourde.

Nous allons subir une augmentation des frais liés à la maladie du fait des funestes projets de Kasbarian, imposition arbitraire des trois jours de carences et abaissement des indemnités en cas d'arrêt maladie de 100% à 90% durant les 3 mois, ET par le recul social qu'engage la contractualisation obligatoire à l'assurance santé privé Alan.

Nous allons endurer les effets de la politique salariale du gouvernement Barnier, par la suppression de la GIPA, le gel de la valeur du point d'indice et l'augmentation de la part indemnitaire au dépend de la part indiciaire dans notre traitement.

Ainsi, la FNEE CGT appelle le 5 décembre prochain à se mobiliser, par tout moyen, y compris la grève et la manifestation, pour participer aux actions en territoires et gagner :

- l'abandon des jours de carence. Ni dans la Fonction Publique, Ni dans le privé, ni un, ni deux, ni trois ;
- le maintien de l'indemnisation intégrale des arrêts de maladie ;
- la garantie du versement de la GIPA et un salaire de début de carrière en cat. C à 2400€ brut mensuel ;
- le dégel de la valeur du point d'indice, sa revalorisation à hauteur de 20% et son indexation sur l'inflation, ;
- le rattrapage des pertes indiciaires subies depuis 14 ans ;
- l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,

Le 5 décembre, la FNEE CGT appelle à la mobilisation pour obtenir :

- l'amélioration des conditions de travail et un plan de prévention des risques professionnels qui ne soit pas un coup de communication de la DRH du MTE ;
- une réelle politique d'Hygiène et sécurité au service des agents passant par la remise en place des CHS-CT ;
- l'arrêt de la privatisation de la santé et du démantèlement de la Sécurité Sociale ;
- le retour à une logique mutualiste de la Protection Sociale Complémentaire et un réel financement à 50% de la cotisation ;
- un réel déroulement de carrière tout au long de la vie professionnelle ;
- la reconnaissance des qualifications et de l'expérience professionnelle ;
- la refonte des grilles indiciaires ;

Le 5 décembre, la FNEE CGT appelle l'ensemble des agents à participer aux actions intersyndicales pour imposer :

- des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques ;
- des créations d'emplois partout où cela est nécessaire ;
- l'accès à l'emploi titulaire pour les agents contractuels ;
- l'abrogation de la loi portant contre-réforme des régimes de retraite ;
- le développement et le financement de politiques de protection sociale et d'action sociale de haut niveau
- le maintien du nombre de jour férié et le rejet du vote du sénat voulant imposer aux agents de travailler 7 heures de plus par an sans rémunération

Le 5 décembre, dans l'unité, rassemblés, organisés, lançons le premier acte d'une lutte revendicative au service des agents et de nos missions.

A l'issue de cette journée d'action les organisations syndicales ont convenu de se revoir afin de discuter les suites à donner.

La Fédération Equipement Environnement, fidèle à ses engagements au service des agents souscrit pleinement à cette 1^{ère} journée d'action nationale intersyndicale qui doit en appeler d'autres.

Pour la CGT, les agents ne peuvent plus continuer à subir réformes sur réformes, fonctionnaire bashing, précarisation et déshumanisation dans leurs services.

Avec la CGT, on s'organise !

Rejoignez la CGT en scannant le QR code ci-dessous :



Ou directement sur notre site :
<https://equipementcgt.fr/>

